

**F-Issy-les-Moulineaux: Internet service providers ISP**

OJ S 108/2013 06/06/2013

Contract notice

Services

Directive 2004/18/EC

**Section I: Contracting authority**

---

**I.1. Name and addresses**

Official name: Audiovisuel extérieur de la France

Postal address: 62 rue Camille Desmoulins

Town: Issy-les-Moulineaux

Postal code: 92130

Country: France

For the attention of: Sandrine Huvelin

E-mail: dc\_site\_lg\_rfi@france24.com; shuvelin@france24.com

Telephone: +33 184227429

**Internet address(es):**General address of the contracting authority: [www.france24.com](http://www.france24.com)**Additional information can be obtained from:**

the abovementioned address

**Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:**

the abovementioned address

**Tenders or requests to participate must be submitted:** the abovementioned address**I.2. Type of the contracting authority**

Other: Société privée financée par l'État

**I.3. Main activity**

Other: Audiovisuel

**I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities**

The contracting authority is purchasing on behalf of other contracting authorities: no

**Section II: Object of the contract**

---

**II.1. Description****II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority**

Refonte du site internet "Langue française" de RFI.

**II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery**

Services

Main site or place of performance: 62/80 rue Camille Desmoulins, 92130 Issy-les-Moulineaux

NUTS code

**II.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system**

The notice involves a public contract

**II.1.4. Information about framework agreement**

### **II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)**

L'objet de la présente procédure de mise en concurrence est la refonte du site internet Langue française (ci-après dénommée « LF») de RFI. Le service LF de RFI souhaite un nouveau site internet ainsi qu'un nouvel outil de saisi de leurs contenus pédagogiques et de leurs exercices de compréhension. Ce service est le dernier de l'AEF à utiliser le CMS propriétaire SEDNA. Aujourd'hui, le service LF souhaite optimiser le niveau technologique de son site, en vue de disposer d'un site aussi complet que possible, accompagné de toutes les nouveautés dédiées aux communautés et offrant toutes les fonctionnalités collaboratives, les moyens de participation et/ou liés aux réseaux sociaux.

### **II.1.6. CPV code(s)**

72411000 Internet service providers ISP

### **II.1.7. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)**

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

### **II.1.8. Lots**

This contract is divided into lots: no

### **II.1.9. Information about variants**

Variants will be accepted: no

## **II.2. Scope of the procurement**

### **II.2.1. Total quantity or scope**

### **II.2.2. Information about options**

### **II.2.3. Information about renewals**

## **II.3. Duration of the contract or time limit for completion**

## **Section III: Legal, economic, financial and technical information**

---

### **III.1. Conditions related to the contract**

#### **III.1.1. Deposits and guarantees required**

#### **III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them**

Financement assuré par les fonds propres du pouvoir adjudicateur.

#### **III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded**

Groupement solidaire.

#### **III.1.4. Contract performance conditions**

### **III.2. Conditions for participation**

#### **III.2.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers**

List and brief description of conditions: Le justificatif de son inscription au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou de la profession (extrait K-bis datant de moins de 3 mois) ou équivalent.

2. Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société si la personne signataire n'est pas le représentant légal de la société.

3. L'attestation sur l'honneur du candidat ou de chaque entreprise membre du groupement dûment datée et signée, attestant qu'ils n'entrent dans aucun des cas mentionnés ci-dessous et issus de l'article 8 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 :

a) Les personnes qui ont fait l'objet, depuis moins de 5 ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles 222-38, 222-40, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts et aux articles L.2339-2 à L.2339-4, L.2339-11-1 à L.2339-11-3 du code de la défense et L.317-8 du code de la sécurité intérieure ;

b) Les personnes qui ont fait l'objet, depuis moins de 5 ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L.8251-2 du code du travail ;

c) Les personnes soumises à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, les personnes physiques dont la faillite personnelle a été prononcée en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code ainsi que les personnes faisant l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger. Les personnes admises à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger doivent justifier qu'elles ont été habilitées à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;

d) Les personnes qui, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, n'ont pas souscrit les déclarations leur incombant en matière fiscale et sociale ou n'ont pas acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date. Toutefois, sont considérées comme en situation régulière les personnes qui, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a eu lieu le lancement de la consultation, n'avaient pas acquitté les divers produits devenus exigibles à cette date, ni constitué de garanties, mais qui, avant la date du lancement de la consultation, ont, en l'absence de toute mesure d'exécution du comptable ou de l'organisme chargé du recouvrement, soit acquitté lesdits produits, soit constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement. Les personnes physiques qui sont dirigeants de droit ou de fait d'une personne morale qui ne satisfait pas aux conditions prévues au présent alinéa ne peuvent être personnellement candidates à un marché.

4. La copie du ou des jugements prononcés s'ils sont en redressement judiciaire ou toutes mesures d'effet équivalent.

### **III.2.2. Economic and financial ability**

List and brief description of conditions: 5. Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services auxquels se réfère le marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles.

6. Le cas échéant, déclaration indiquant la part de marché que le prestataire a éventuellement l'intention de sous-traiter.

7. La preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

8. Les bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ou alors une déclaration appropriée de banques (forme laissée à la discrétion de l'établissement de crédit).

### **III.2.3. Technical and professional ability**

List and brief description of conditions:

9. La présentation d'une liste des principaux services exécutés par le candidat dans le domaine du marché (en précisant pour chaque service exécuté le nombre d'effectifs de type contrat à durée indéterminée (CDI) affectés auxdits services) et, le cas échéant, de son (ses) sous-traitant(s) au cours des 3 dernières années indiquant notamment le destinataire public ou privé, le montant et la durée de la prestation (les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat. Cette liste a vocation à attester de l'expérience, de l'expertise et de la capacité technique du candidat et, le cas échéant, de son (ses) sous-traitant(s).

10. Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du présent marché.

11. Déclaration indiquant l'effectif total du candidat et l'importance du personnel d'encadrement et, le cas échéant, de son (ses) sous-traitant(s).

12. Une description de l'équipement technique et des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise.

13. Des éventuels certificats de qualification professionnelle (facultatif).

14. Des éventuels certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester de la conformité des fournitures ou des services à des spécifications ou des normes. Le pouvoir adjudicateur acceptera toutefois d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les prestataires de services, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés (facultatif).

15. Tous les documents complémentaires que le candidat jugera utile (facultatif).

### **III.2.4. Information about reserved contracts**

#### **III.3. Conditions specific to services contracts**

##### **III.3.1. Information about a particular profession**

Execution of the service is reserved to a particular profession: no

##### **III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract**

Obligation to indicate the names and professional qualifications of the staff assigned to performing the contract: yes

## **Section IV: Procedure**

---

### **IV.1. Type of procedure**

#### **IV.1.1. Type of procedure**

competitive dialogue

#### **IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited**

Envisaged number of candidates: 4

Objective criteria for choosing the limited number of candidates: Critères Coefficient pondérateur Notede 0 à 10 Note pondérée Au total sur 100 / 1 Capacités financières (Coef) 30/ 2 Capacités professionnelles (Coef) 25/ 3 Capacités techniques (Coef) 25/ 4 Références (Coef) 20 TOTAL

**IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue**

Recourse to staged procedure to gradually reduce the number of solutions to be discussed or tenders to be negotiated no

**IV.2. Award criteria**

**IV.2.1. Award criteria**

The most economically advantageous tender in terms of Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

**IV.2.2. Information about electronic auction**

An electronic auction will be used: no

**IV.3. Administrative information**

**IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority**

**IV.3.2. Previous publication concerning this procedure**

no

**IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document**

Payable documents: no

**IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate**

15.7.2013 - 16:00

**IV.3.5. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates**

**IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted**

French.

**IV.3.7. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender**

**IV.3.8. Conditions for opening of tenders**

**Section VI: Complementary information**

---

**VI.1. Information about recurrence**

This is a recurrent procurement: no

**VI.2. Information about European Union funds**

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: no

**VI.3. Additional information**

Le dossier de consultation des entreprises peut être téléchargé à l'adresse suivante :

Adresse du serveur : <ftp://ftpbur.france24.com>

Login : DC\_Site\_LG\_RFI

Mot de passe : DC/LG/RFI

Dans l'hypothèse où un incident technique imputable à l'AEF ne permettrait pas à un candidat de procéder au téléchargement du dossier de consultation, les candidats pourront demander la transmission dudit dossier aux adresses suivantes :

DC\_ [Site\\_LG\\_RFI@france24.com](mailto:Site_LG_RFI@france24.com)

ou

[shuvelin@france24.com](mailto:shuvelin@france24.com)

#### **VI.4. Procedures for review**

##### **VI.4.1. Review body**

Official name: TGI de Nanterre  
Postal address: 179 - 181 avenue Joliot Curie  
Town: Nanterre  
Postal code: 92000 Nanterre  
Country: France  
Telephone: +33 140971010  
Fax: +33 147243161  
Internet address: <http://www.ca-versailles.justice.fr>

##### **VI.4.2. Review procedure**

##### **VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained**

Official name: TGI de Nanterre  
Postal address: 179-181 avenue Joliot Curie  
Town: Nanterre  
Postal code: 92000  
Country: France  
Telephone: +33 140971010  
Fax: +33 147243161  
Internet address: <http://www.ca-versailles.justice.fr>

##### **VI.5. Date of dispatch of this notice**

4.6.2013